

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1911.

Projet de loi approuvant la Convention conclue le 11 février 1911 entre l'État Belge et la Compagnie du Kasai (1).

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumet à l'approbation du pouvoir législatif la convention conclue le 11 février 1911 entre l'État belge et la Compagnie du Kasai.

Par cette convention, l'État renonce aux droits qu'il a dans la Compagnie du Kasai et qui sont représentés par 2,010 actions de capital de 250 francs et par autant de parts bénéficiaires. Il reçoit, comme prix de la cession, une somme forfaitaire de 40,000,000 de francs. A cette somme, il faut ajouter une somme de 4,180,505 francs, représentant une demi-année du coupon de 6 p. c. sur les 2,010 actions de capital, soit 15,075 francs, — le dividende fixé à forfait du 1<sup>er</sup> semestre de 1910, soit 4,000,000 de francs, — et l'intérêt à 5 p. c. sur 11,015,075 francs du 1<sup>er</sup> juillet, commencement des négociations, au 31 décembre 1910. Le total s'élève ainsi à 44,180,505 francs; il devra être payé au cours de l'année, et, en attendant, rapporter un intérêt de 5 p. c.

Notons, en passant, qu'il résulte d'informations prises par M. le Ministre que les dividendes pour 1910 ne sont pas encore fixés, mais qu'ils atteindront vraisemblablement ceux de l'année précédente et monteront à environ quatre millions.

Nous aurons à examiner si cette convention est justifiée dans son principe et dans ses clauses. Mais cette tâche est facilitée par l'exposé que M. le Ministre des Colonies a fait en réponse à plusieurs questions de la Commission spéciale et qui est annexé au Rapport avec une lettre-mémoire des avocats du Gouvernement.

\* \*  
\*

La Compagnie du Kasai avait été créée, par décret du 21 décembre 1901,

(1) Projet de loi, n° 130.

(2) La Commission était composée de MM. Harmignie, président, de Becker Remy, de Sadeleer, Hambursin, Royer, Van Der Linden et Tibbaut.

dans le but d'unifier l'action de quatorze sociétés particulières opérant dans le bassin du Kasai. Elle avait pour objet la récolte et le trafic des produits végétaux et de l'ivoire et toutes opérations d'exploitation, d'exportation et d'importation commerciales, industrielles et agricoles.

Avait-elle un monopole? La convention du 31 décembre 1901, faite entre l'État et la Compagnie du Kasai, ne le dit pas. L'État se contente de lui accorder pour un terme de trente ans le droit de récolter le caoutchouc, la gomme copal et tous autres produits végétaux du domaine de l'État, ainsi que l'ivoire dans le bassin du Kasai. L'État s'interdit de récolter et d'acheter lui-même ces produits de son domaine.

On connaît le conflit judiciaire que cette question de monopole provoqua lorsque le Gouvernement annonça son intention d'autoriser, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1910, le commerce libre à récolter les produits du domaine dans la première zone comprenant le bassin du Kasai. La correspondance échangée entre M. le Ministre des colonies et la Compagnie du Kasai, ainsi que les actes de procédure judiciaire, ont été exposés dans la réponse du Gouvernement que publie le rapport du Budget du Congo pour 1911 (p. 12 et suiv.).

La convention du 11 février 1911 a pour but de mettre fin à ce conflit et de créer une situation nette au Kasai.

Quoiqu'elle soit de la compétence du pouvoir exécutif, son approbation est soumise au vote du Parlement sans que la question de confiance soit posée, et elle est contresignée non seulement par le Ministre des colonies, mais aussi par M. Schollaert, chef du Cabinet.

Elle ne rencontre pas d'objection de principe. On semble d'accord, aujourd'hui, pour admettre que le meilleur agent de développement économique d'une colonie est le commerce libre assisté du travail libre.

L'État doit se renfermer dans sa mission essentielle d'établir l'ordre et la paix, d'organiser les services publics, de rendre le pays accessible par un outillage économique approprié, d'encourager et d'assister les particuliers ou les collectivités par des expériences indispensables.

En agissant lui-même comme commerçant il est exposé au danger de négliger ses devoirs propres et d'abuser de son autorité au profit d'intérêts fiscaux. Il en est même ainsi, à un certain degré, lorsque l'État, au lieu d'agir directement, devient un associé, intéressé aux résultats d'une entreprise commerciale.

La Compagnie du Kasai a été, en fait, le remplaçant et le représentant de l'État dans les régions qu'elle organisait pour la récolte du caoutchouc; ce fut un abus; car le devoir de l'État est non d'abdiquer au profit du commerçant, mais d'instaurer l'autorité protectrice qui sauvegarde les droits des indigènes contre le blanc et qui assure la sécurité à l'abri de laquelle le blanc peut se livrer à son activité.

L'État, en se retirant de la Compagnie du Kasai, crée une situation normale. Il lui retire l'autorité morale dérivant de l'association et qui, dans un milieu de populations primitives, conduit aisément à la contrainte morale. Tous les commerçants seront désormais placés sur le même pied; l'ère de la concurrence libre est ouverte.

Les indigènes en seront les principaux bénéficiaires et la colonie y trouvera des garanties de prospérité.

Le prix des produits domaniaux, que le monopole de fait tend à maintenir à un niveau inférieur, se relèvera naturellement sous l'action de la compétition et prendra un cours normal; le salaire suivra la même ascension. De la sorte l'indigène, trouvera des conditions d'existence plus faciles par l'augmentation de la valeur des produits et de son travail.

Il sentira d'autant plus l'attraction bienfaisante du travail que celui-ci sera mieux rémunéré; et dans ce milieu normal qui favorisera l'effort soutenu, il deviendra lentement le collaborateur efficace de la mise en valeur de la colonie.

Sans cette évolution la colonie ne peut progresser. C'est par elle que doivent se développer à la fois les richesses de son sol et le rendement de l'impôt.

Pour que l'impôt en argent puisse être perçu, il ne suffit pas que la métropole envoie de la monnaie aux chefs de poste, il faut encore que les indigènes aient le moyen de se la procurer en vendant des produits ou en fournissant l'activité de leurs bras; il faut que les populations trouvent une rémunération rationnelle des valeurs qu'ils peuvent offrir aux commerçants; et cette rémunération dépend en grande partie de la concurrence que suscite le commerce libre.

On en arrive toujours, en dernière analyse, à cette conclusion que la prospérité de l'État et des colonies dépend de la prospérité des populations. C'est pourquoi l'effort dominant de la métropole doit tendre à dégager l'activité des indigènes en leur donnant toutes les facilités de recueillir les produits de la nature et de mettre en valeur leurs forces de travail. Or, cela n'est possible que si l'on efface de la politique coloniale la notion des grands monopoles de droit et de fait.

\*  
\* \*

La convention est-elle justifiée dans ses clauses? On ne peut méconnaître qu'elle se présente dans des conditions d'élaboration sérieuses. Les clauses ont été proposées et discutées de commun accord par les conseils des deux parties en cause; et elles ont été agréées par le pouvoir exécutif à l'intervention de M. le Ministre des Colonies et du chef du cabinet.

Elles ont manifestement un caractère transactionnel, et, comme telles, elles ne peuvent donner pleine satisfaction à aucune des parties. C'est le propre des transactions d'imposer des concessions réciproques.

Qu'il ait été difficile de tenir la balance égale entre les intérêts en présence, on peut s'en convaincre en lisant l'exposé fait par les avocats du Gouvernement, exposé reproduit en annexe au présent rapport.

Pour apprécier la convention il ne suffit pas de se placer au seul point de vue financier, il faut aussi l'envisager au point de vue économique et politique; et ce point de vue est dominant; l'exposé des motifs et la note de M. le Ministre des Colonies jointe en annexe au rapport le démontrent clairement.

Si l'on n'envisage que le côté financier de la convention, on peut, à première vue, avoir une impression défavorable.

On pourrait trouver insuffisant le dédommagement de 10 millions de francs s'il ne s'agissait que d'intérêts matériels, s'il n'était question que de remettre à chacun des associés sa part dans une association commerciale. Ce chiffre n'est en rapport ni avec la valeur que la Bourse attache actuellement aux titres ni avec le revenu qu'ils ont donné jusqu'ici.

Mais, pour apprécier ces éléments de comparaison, il importe de tenir compte de diverses considérations qui ont été mises en relief par M. le Ministre des Colonies.

La Bourse agit sous l'influence de facteurs divers qui sont souvent étrangers à la valeur intrinsèque des titres et qu'il est difficile de rechercher. Elle peut d'abord être influencée en ce moment par l'annulation éventuelle des 2,010 parts appartenant à l'État.

En toute hypothèse, le relèvement des cours semblerait montrer que, aux yeux des acheteurs, le sacrifice financier fait par la Compagnie du Kasai est inférieur à l'avantage de cette annulation éventuelle ; il laisserait supposer que la Compagnie reçoit plus qu'elle ne donne.

La Commission spéciale a demandé à M. le Ministre si les titres cédés seront réellement détruits ; une réponse affirmative a été donnée pour les parts bénéficiaires ; la commission a insisté pour connaître le sort réservé aux actions de capital ; il résulte d'informations prises par M. le Ministre que ces actions seront conservées, pour le moment, dans le portefeuille de la société.

Cette insistance de la Commission est inspirée par le désir de diminuer le plus possible le champ de la spéculation. Il est cependant à remarquer que, par elle-même, la nature des actions de capital rend la spéculation difficile. Elles sont de vraies obligations ; elles n'ont droit qu'à un intérêt fixe de 6 p.c. (art. 53 des statuts) et en cas de liquidation au remboursement au pair (art. 54 des statuts).

La même préoccupation de prévenir la spéculation semble devoir condamner un mode de liquidation suggéré par un membre de la Commission spéciale et consistant dans la vente, par paquets, de tous les titres de la colonie. Il faudrait redouter les fluctuations violentes du cours des parts de dividende ; la spéculation à la baisse, dans un but de rachat ultérieur, pourrait amener des dépréciations dont souffriraient à la fois la colonie et les détenteurs des autres parts.

Si le cours actuel de la Bourse peut être influencé par l'annulation éventuelle des parts de l'État, il l'est aussi par les résultats antérieurs de la Compagnie. Mais, comme le démontre la note de la Compagnie reproduite dans l'exposé des avocats, l'avenir doit tenir compte des nouvelles conditions d'exploitation. Il n'est pas douteux que la libre concurrence rendra plus onéreux le commerce de la Compagnie du Kasai qui jouissait jusqu'ici d'un monopole de fait. La Compagnie, il est vrai, garde une avance sur les concurrents par la situation acquise, par la prise de possession de cette immense contrée, et elle peut en profiter pour renforcer son action ; mais la lutte économique, malgré les obstacles, tendra à établir l'égalité et à détruire le privilège d'un régime disparu ; elle donnera une importance grandissante à la production du caoutchouc par la culture.

Si l'on voulait analyser objectivement l'avantage que la convention présente pour la colonie, il faudrait rechercher ce que la colonie a apporté dans l'association et ce qu'elle en retire.

L'État Indépendant a versé 502,500 francs; la colonie en retire 10 millions de francs (1).

Le capital de 502,500 francs s'est développé naturellement avec la prospérité de la Compagnie; il a contribué à augmenter l'avoir commun; mais il ne semble pas douteux que l'avoir commun matériel, représenté par les marchandises, l'outillage, les installations, etc., ne représenterait, en cas de liquidation, qu'une partie du forfait de 10,000,000 de francs.

La valeur principale de la Compagnie est la situation acquise. L'organisation commerciale s'étendant sur tout le Kasai lui donne une force qu'il serait difficile d'évaluer en argent et qui dépendra de l'intensité de la concurrence.

Jusqu'à quel point fallait-il faire entrer cette valeur en ligne de compte? C'est ici qu'apparaît l'importance du côté politique du problème.

L'État Indépendant avait donné une concession, qui, si elle n'était pas un monopole de droit, était un monopole de fait, et c'est cet avantage qui justifiait l'attribution de la moitié des titres à l'État.

Mais, par une évolution qui s'imposait, la nouvelle politique économique supprime cette association de l'État et du commerçant pour la récolte des biens domaniaux. Elle supprime le monopole direct ou indirect et par conséquent aussi les avantages que ce monopole direct ou indirect avait fait attribuer à l'État.

On ne concevrait plus que la Compagnie du Kasai restât obligée, dans ce nouveau régime, à remettre à l'État la moitié du bénéfice, alors que les concurrents n'auraient pas pareille obligation. Elle ne peut pas être réduite à un état d'infériorité vis-à-vis de nouveaux venus: ce serait la destruction du principe même de l'égalité qui est à la base du régime de la libre concurrence.

En droit strict, on peut se demander si la colonie, en introduisant de nouveaux principes dans sa politique coloniale, ne doit pas en supporter les conséquences, sans s'en faire indemniser par un associé.

Mais l'équité exige que la Compagnie ne soit pas seule à profiter de sa situation privilégiée, que la Compagnie donne à la colonie, son associée, sa part non seulement dans l'avoir matériel, mais aussi dans l'avantage indirect que la Compagnie continuera à retirer de la position acquise, de la prédominance commerciale. Cet élément est représenté dans le forfait de 10,000,000 de francs.

Mais, nous croyons devoir le répéter, le mérite de la convention est plutôt dans ses conséquences économiques et politiques.

---

(1) La Commission spéciale avait demandé à M. le Ministre des Colonies quels étaient les capitaux versés par chacune des quatorze sociétés formant la Compagnie du Kasai. M. le Ministre a communiqué les renseignements qui sont reproduits en annexe au rapport (III).

L'avenir de la colonie est bien plus important que ces quelques avantages financiers; or, l'avenir dépend de la pratique d'une politique coloniale rationnelle, qui laisse l'initiative privée mettre en valeur les richesses naturelles et donner une base économique au relèvement de la population. La colonie doit chercher sa prospérité dans le développement de l'activité, dans la création de sources de richesses, dans le bien-être de la population et dans le rendement de l'impôt en argent.

On ne peut évaluer en argent ce dégagement de la colonie des principes erronés de l'ancienne politique, principes qui devaient nuire forcément à son épanouissement. En rompant ses attaches avec la Compagnie du Kasai et en rentrant dans le régime du droit commun, elle fait un sérieux pas dans la voie du progrès. Il est à espérer que des arrangements mettront bientôt fin à toutes les concessions qui sont en opposition avec la nouvelle politique coloniale et avec l'intérêt bien compris de la colonie.

La commission spéciale a adopté le projet de loi par six voix contre une.

*Le Président,*  
ALP. HARMIGNIE.

*Le Rapporteur,*  
EM. TIBBAUT.



## ANNEXES AU RAPPORT

---

### I. — NOTE DE M. LE MINISTRE DES COLONIES POUR LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET RELATIF A LA COMPAGNIE DU KASAI.

---

I. — La question du Kasai ne comporte que deux solutions : ou bien il faut accepter la convention proposée ou bien il faut la rejeter, décider que la colonie restera intéressée dans la Compagnie du Kasai et courir les risques des procès pendants.

La commission a demandé si le Gouvernement n'a pas envisagé, en vue de se retirer, un moyen autre que la cession de ses parts à la Compagnie du Kasai ?

Le Gouvernement n'a pas pu adopter un moyen autre que la cession de ses parts, suivie de leur annulation, parce que le seul moyen qu'on pût encore envisager était la vente des parts de la colonie à la Bourse. Or, l'offre d'une telle quantité de titres eût provoqué une baisse considérable qui eût été fatale à la Compagnie, préjudiciable aux porteurs de titres et peu avantageuse pour la colonie. Rien ne garantit, en effet que la chute du cours n'eût pas fait descendre le produit de la réalisation au dessous du prix fixé par la convention et dans tous les cas tous les procès eussent subsisté.

II. — Le Gouvernement s'est arrêté à la première solution et il en propose l'adoption aux Chambres législatives. Mais il les laisse parfaitement libres de se prononcer soit dans un sens soit dans un autre. Il ne pose pas, au sujet de cette affaire, la question de confiance.

Après mûr examen de la situation de la Compagnie et des intérêts économiques et politiques de la colonie, il a cru devoir accepter la convention parce qu'elle donne aux difficultés pendants la solution la plus avantageuse.

La commission a demandé au Gouvernement par quels calculs il est arrivé à fixer à dix millions de francs le prix de la cession de ses parts et à un million de francs sa part dans les bénéfices du 1<sup>er</sup> semestre de 1910.

La réponse à cette question se trouve dans la note ci-jointe remise au Gouvernement par les avocats qu'il avait chargés de cette négociation.

Comme l'explique l'exposé des motifs, les avantages de la convention sont au nombre de trois :

1<sup>o</sup> Elle met fin à toutes les contestations pendants entre la colonie et la Compagnie ;

2<sup>o</sup> Elle dégage la colonie de toute attache avec les sociétés qui exploitent dans le Kasai les produits du domaine ;

3<sup>o</sup> Elle procure à la colonie un capital liquide important.

Les deux premiers avantages sont incontestables et ils sont de grande importance.

Sans doute, nous ne redoutons pas l'issue des procès engagés.

Nous considérons même qu'elle n'est pas douteuse. Mais enfin tout procès comporte un aléa et, dans tous les cas, un arrangement est préférable au point de vue du crédit et du développement économique de la colonie, parce qu'il donnera confiance à tout le monde.

Le deuxième avantage est considérable surtout au point de vue international. Le fait que la colonie belge se retire des sociétés exploitantes est la preuve la plus indéniable du changement d'orientation de la politique économique du Congo.

Le troisième avantage est très discuté.

Voici le raisonnement que font certains adversaires de la politique coloniale. Ils disent que les parts de la Compagnie du Kasai ont figuré à l'inventaire de l'État Indépendant du Congo pour 33,074,500 francs, qu'on les cède pour 10 millions et que par conséquent on fait à la Compagnie du Kasai un cadeau de 23 millions, ou bien qu'on inflige à la colonie, au profit des financiers, une perte de 23 millions.

Ce raisonnement est absolument vicieux.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que pendant la discussion des projets d'annexion, les mêmes personnes annonçaient que nous serions forcés d'ouvrir le domaine et que nous devrions payer d'énormes dommages-intérêts, notamment à la Compagnie du Kasai. Or, le domaine du Kasai est ouvert et loin de devoir payer les dommages-intérêts, nous sommes en mesure de retirer, de la participation de la colonie dans la Compagnie du Kasai, une somme considérable.

Mais revenons à l'objection qu'on formule à présent.

Cette objection serait décisive si, ayant la possibilité de réaliser au prix de 33 millions de francs nos 2,010 parts Kasai, nous proposons de les vendre pour 10 millions.

Or, tel n'est pas le cas.

La valeur de la part Kasai n'est pas invariable. Elle est toute relative. Les chiffres cités par l'exposé des motifs montrent qu'elle a subi des fluctuations si notables qu'au moment de la promulgation de la loi d'annexion la valeur des 2,010 parts possédées par la colonie ne dépassait guère 15 millions, d'après les cours de la Bourse au 15 octobre 1908.

Aujourd'hui la cote de la Bourse s'est relevée. Mais encore ne pourrait-on tabler sur la cote de la Bourse comme si elle indiquait la valeur réelle du titre.

Il n'en est évidemment pas ainsi. Et ici nous répondons à la troisième question de la Commission.

Le cours des valeurs en Bourse n'est que l'expression de la balance de l'offre et de la demande.

Il est certain que le cours actuel de la part Kasai est influencé favorablement par deux circonstances :

1° on escompte le vote de la convention qui réduira de moitié le nombre des parts bénéficiaires ;

2° la colonie possède la moitié des parts et n'en offre pas en vente



Mais supposons que la convention soit rejetée. Quels seront les effets de cette décision?

Nous devons les examiner :

- a) au point de vue du cours du titre;
- b) au point de vue de la colonie.

a) *Au point de vue du cours du titre :*

La convention rejetée, il deviendra certain que le nombre des parts du Kasai, au lieu d'être diminué de moitié comme l'escompte le cours actuel, restera de même. De ce chef on peut prévoir une sérieuse dépréciation sur le cours actuel, si pas immédiatement, tout au moins à l'issue des procès pendants si, comme nous le pensons, la décision est favorable à la colonie.

Supposez qu'en outre la Colonie mette sur le marché les titres qu'elle détient. L'offre submergera la demande et la dépréciation du titre s'accroîtra.

Le titre ne peut maintenir son cours actuel qu'à la condition que la Colonie conclue la convention proposée, si la colonie tendait la réalisation de ses titres par vente à la Bourse le cours baiserait nécessairement.

Même dans l'hypothèse où la Convention serait conclue, le cours dépendra des résultats de l'exploitation future.

b) *Au point de vue de la colonie.*

Si la Convention est rejetée, la Colonie conservera ses titres et les procès subsisteront.

La Colonie conservera ses titres. Cela signifie-t-il que la Colonie gardera par devers elle une valeur de 55 millions de francs réalisable?

Pas du tout.

Nous venons de voir que, selon toute probabilité, le cours subira une baisse sensible. Par conséquent la valeur normale des titres sera diminuée.

Mais en outre cette valeur nominale ne sera point réalisable sans perte puisque — nous venons de le montrer — si la Colonie tentait de réaliser ses titres, cette offre considérable déterminerait une baisse très notable.

Donc, dans l'hypothèse du rejet de la Convention, la Colonie n'aurait ni 55 millions, ni dix millions en argent. Elle conserverait des titres dont elle toucherait annuellement les revenus et ne pourrait retirer en capital que la valeur éventuelle de liquidation.

Que serait ce revenu annuel?

Que serait cette valeur éventuelle de liquidation?

On peut supposer sans témérité que le premier ne rappellera plus jamais les gros revenus des temps passés et que le second n'atteindrait certes pas le prix que la Convention nous assurerait aujourd'hui.

Il est très vrai qu'en vendant aujourd'hui nos titres, nous perdons les bénéfices qu'ils nous ont procurés dans le passé.

Mais ceci est une considération d'ordre secondaire.

En réalité l'Etat Indépendant ne levait pas d'impôt en argent dans le Kasai.

La Colonie, au contraire, entend trouver ses ressources, non dans le revenu de l'exploitation des produits naturels, mais dans l'impôt.

C'est une conception gouvernementale plus saine, plus progressive et plus productive aussi.

La réalisation de nos parts Kasai nous procurera justement les ressources voulues pour assurer le succès de cette transformation.

## II. - LETTRE DES AVOCATS DU GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 3 mars 1911.

*A M. Renkin, Ministre des Colonies.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans son assemblée générale du 1<sup>er</sup> mars 1911, la Compagnie de Kasai a approuvé à l'unanimité la Convention passée entre son conseil d'administration et l'État Belge relative au rachat des parts et actions qui avaient été attribuées à l'État Indépendant du Congo, à la fondation de la Compagnie, et elle a voté les modifications à ses statuts rendues nécessaires pour la réalisation de la Convention.

Ces modifications ont naturellement été subordonnées, comme la convention du rachat elle-même, à la ratification des Chambres Législatives.

Au moment où prend fin le mandat que vous nous avez fait l'honneur de nous confier en vue de la défense des intérêts de l'État dans son différend avec la Compagnie du Kasai, nous croyons utile de rappeler brièvement l'objet et le résultat de notre intervention.

La réponse faite par le Gouvernement à la Section centrale, rapportée aux documents parlementaires, contient l'exposé des rétroactes, et rappelle qu'une triple procédure fut instituée, tant devant le Tribunal de première instance que devant le Tribunal de commerce de Bruxelles, à la requête de la Compagnie du Kasai d'abord (Exploit du 13 août 1910) et de l'État ensuite (exploits du 1<sup>er</sup> et 12 septembre 1910).

On sait aussi, par le même document, qu'une première proposition d'arrangement amiable, sous forme de liquidation fictive et de reprise des titres appartenant à la Colonie, fut repoussée par le Gouvernement, « la somme offerte étant insuffisante ».

Lorsque les négociations furent reprises au mois de novembre 1910, entre vos mandataires et ceux de la Compagnie, MM<sup>rs</sup> Edmond Picard et Eugène Haussens, la Compagnie maintint la même base, savoir le partage par moitié de l'actif social. Seulement, au lieu d'être calculé comme dans la première proposition, l'actif social fut évalué d'après un bilan dressé au 30 juin 1910, après défalcation des intérêts et dividendes de l'exercice 1909 et déduction des amortissements dont il n'avait pas été tenu compte dans le projet précédent.

Ces rectifications opérées, la moitié de l'actif réalisable n'était plus évalué qu'à . . . . . fr. 5,474,140.33 (au lieu de 5,867,951).

On offrait d'y ajouter :

Pour rachat des 2,010 actions. . . . . fr.	502,500.00
Et six mois d'intérêts (1910) . . . . .	15,075.00

En tout fr. 5,991,715.33

La compagnie n'offrait donc plus en chiffres ronds que 4 millions, ex-coupon et dividende de 1909, prétendant que son projet de liquidation ne cadrerait pas avec le chiffre précis du bilan dressé et voté ultérieurement.

Elle ajoutait que la situation ne ferait que décliner sous le régime nouveau, consacré par le décret du 22 mars 1910 qui abandonne à l'initiative privée l'exploitation des produits du domaine. Quel sera le bénéfice futur?

A cet égard, la Compagnie faisait remarquer qu'à une récolte de moins en moins considérable allaient correspondre, dans un avenir rapproché, un prix de revient de plus en plus élevé et des prix de vente déprimés par la concurrence. Elle citait à l'appui de ses pronostics défavorables les chiffres et les faits suivants :

« Les ressources de la Compagnie proviennent exclusivement de la vente du caoutchouc de cueillette.

» Son commerce d'ivoire est relativement sans importance.

#### *Récoltes de caoutchouc.*

» La Compagnie a récolté :

En 1905 . . . . .	954 tonnes.
— 1904 . . . . .	1,156 —
— 1903 . . . . .	1,415 —
— 1906 . . . . .	1,473 —
— 1907 . . . . .	1,427 —
— 1908 . . . . .	1,410 —
— 1909 . . . . .	1,295 —

» Si l'on considère que la récolte libre du caoutchouc dans le Kasai est autorisée depuis le 1<sup>er</sup> juillet seulement, que plus de quarante concurrents y sont installés déjà, que ceux qui se préparent à l'assaut du C. T. C. du Congo sont légion au Congo même, le long de ses frontières, dans les colonies voisines, en Europe et même en Amérique, le nombre des concurrents qui se disputeront les produits du Kasai ne se compteront bientôt plus.

» Les firmes Gomez, Mathos, la Société fondée par les Banques Nagelmaeckers, Cassel et la Banque de Dresde luttent contre nous; cette dernière société va engager soixante agents; une firme anglaise, d'après ce que nous écrit par dernier courrier notre directeur, va s'installer dans le Lubefu; la firme Cunha s'installe à Luebo: bref, chaque jour la concurrence augmente et le tort qui nous a été causé s'aggrave.

» La récolte totale de l'année courante s'en ressentira déjà. Elle ne dépassera pas 4,200 tonnes.

» Nous estimons que celle de l'année 1911 sera réduite de  $\frac{1}{5}$ , celle de 1912 de  $\frac{1}{5}$ , et celle de 1913 de la moitié.

» Et si la situation se maintient dans ces conditions, la Compagnie pourra s'en féliciter.

» Les chiffres de récolte seront ainsi les suivants :

1910 . . . . .	4,200 tonnes.
1911 . . . . .	960 —
1912 . . . . .	800 —
1913 . . . . .	600 —

et ainsi de suite si la Compagnie sait faire face à la concurrence, à force d'initiative et d'activité.

#### *Prix de revient du caoutchouc.*

» Le prix de revient du caoutchouc de la Compagnie (caoutchouc de lianes et caoutchouc des herbes) pour la période 1903-1909 s'établit comme suit :

1903 . . . . .	5.15
1904 . . . . .	4.64
1905 . . . . .	4.26
1906 . . . . .	4.57
1907 . . . . .	4.79
1908 . . . . .	4.98
1909 . . . . .	7.50

« Nous adopterons le prix moyen de revient de fr. 5.50 (Ce prix comprend indistinctement tous nos frais).

» Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, la situation s'est modifiée et il y a lieu de majorer ce prix comme suit :

» L'unification des taxes sur le caoutchouc s'est traduite *in fine*, par une majoration de taxe au kilo, de . . . . . fr. 0 25

» Les frais de replantation fiscales sont remplacés aujourd'hui par une taxe de fr. 0.40 au kilo de caoutchouc de lianes et de fr. 0.20 au kilo de caoutchouc des herbes. Ces frais ne s'élevaient guère pour nous, à plus de fr. 0.09 au kilo. Le prix de revient de notre kilo de caoutchouc, sera donc grevé à partir de 1910 d'une somme de . . . 0 20

» Le Gouvernement belge, la Province et la Commune nous frappent d'un impôt que nous n'avions pas payé jusqu'ici, qui s'élève à 4 p. c. de nos bénéfices et qui greève le kilo de caoutchouc d'une somme moyenne de . . . . . 0 15

» Aujourd'hui la concurrence fait augmenter les frais généraux. Déjà, nous constatons un renchérissement du prix des vivres, des marchandises d'échange, du bois de chauffage, de la main-d'œuvre; nos capitas récolteurs, dressés par nous jusqu'ici, font prime; ils exigent un salaire double et triple. En prévision de la concurrence,

nous avons dû renforcer le cadre de notre personnel européen de deux sous-directeurs, de trois inspecteurs et de soixante et onze agents. C'est une augmentation de nos frais généraux annuelle de 800,000 francs au bas mot, pour une production qui sera considérablement diminuée.

» Nous serons en dessous de la réalité, en estimant ces dépenses nouvelles à fr. 0.80 par kilo de caoutchouc . . . . . 0 80

» La concurrence aura pour autre concurrence initiale, la majoration du prix d'achat du caoutchouc.

» Déjà dans toute une région, nous avons dû majorer ce prix de fr. 0.50 à 0.75.

» Dans d'autres régions, nous le payons 3 francs, soit du double du prix payé jusqu'ici.

» Que sera-ce un peu plus tard ?

» Au temps où quatorze sociétés se faisaient la concurrence, dans le Kasai, elles se ruinaient.

» Ce fut, du reste, une raison déterminante de la constitution de la Compagnie du Kasai.

» Ailleurs, au Congo, l'exploitation du caoutchouc naturel fut abandonnée aux particuliers, et dans d'autres colonies, les résultats furent identiques.

» C'est ce qu'il faut craindre à nouveau au Kasai.

» Mais contentons-nous pour l'instant de prendre comme base de majoration, sur l'ensemble du caoutchouc que l'on récoltera en 1911, une majoration de . . . . . 0 50

Prix de revient. . . . . fr. 7 40

» En admettant que la majoration soit de 0 fr. 75 en 1912 et de 1 franc dans la suite, ce prix de revient sera, en 1912, de 7 fr. 65 et les années suivantes de 7 fr. 70.

#### *Prix de vente du caoutchouc.*

» Au cours des années 1905-1909, le prix moyen de vente du kilo de caoutchouc de la compagnie a oscillé entre 6 fr. 21 et 12 fr. 40. Il a été, en moyenne, pour cette période, de 9 francs au kilo. Il est évidemment impossible de prévoir ce qu'il sera pour la période 1911-1920, mais admettons le prix de 9 francs au kilo.

» La vente du caoutchouc nous laisserait ainsi un bénéfice de :

» 4 fr. 60 au kilo en 1911 ;

» 4 fr. 36 — 1912 ;

» 4 fr. 10 — dans la suite.

» Soit pour les dix années à suivre un bénéfice annuel de :

Pour 1911, 960 tonnes à 4 fr. 60.	. . . fr.	4,536,000.00
— 1912, 800 — 4 fr. 55.	. . .	4,080,000.00
— 1913, 600 — 4 fr. 10.	. . .	660,000.00
— 1914,	idem.	660,000.00
— 1915,	idem.	660,000.00
— 1916,	idem.	660,000.00
— 1917,	idem.	660,000.00
— 1918,	idem.	660,000.00
— 1919,	idem.	660,000.00
— 1920,	idem.	660,000.00

Au total pour dix années fr. 7,896,000.00

» Le capital de 20 millions de francs engagé par les sociétés contractantes restant à rémunérer, et les bénéfices de la période 1911-1920 s'élevant au total à fr. 7,896,000, l'intérêt annuel à pouvoir servir à ce capital n'atteindrait pas en moyenne 4 p. c.

» Enfin, dans l'estimation que nous venons de faire, nous avons supposé une marche normale des affaires, déduite de sept années d'expérience; nous n'avons pas tenu compte des aléas toujours à craindre dans une entreprise tropicale : révoltes, crises, accidents, procès, avilissement soudain du prix du caoutchouc causé par la découverte d'un succédané ou par la production des grandes cultures mondiales.

» Les chiffres que nous venons d'indiquer sont basés sur des faits, sur des documents irréfutables et sur l'expérience faite au Kasai même.

» Ils ne peuvent provoquer aucune objection sérieuse.

» Ils donnent l'estimation la plus sincère et la plus raisonnable des bénéfices que peut encore espérer la Compagnie, de son exploitation du domaine de l'Etat, pour les dix années de son existence sociale qui vont suivre.

» Ils tiennent largement compte de la situation acquise.

» S'il s'agit du partage de ces bénéfices futurs, il y a encore lieu de tenir compte de l'initiative et de l'activité de la Compagnie, de laquelle dépendent désormais uniquement les résultats.

» Mais faisons abstraction de ce droit si légitime pourtant.

» Les bénéfices à partager par moitié avec l'Etat s'établissent comme suit :

» 7,893,000 francs divisé par deux, soit 3,948,000 francs.

» En capitalisant la part à payer immédiatement à l'Etat, à 5 p. c., taux ordinaire du commerce, la somme nette à lui verser aujourd'hui serait de fr. 2,423,729.71.

» Nous avons pris pour nos calculs une période de dix années. »

\*  
\* \*

Ce raisonnement aboutissait en somme à une majoration d'environ 2 1/2 millions, représentant la part de bénéfice capitalisée à 5 p. c. revenant à l'Etat dans l'exploitation de dix années suivantes.

L'offre de la Compagnie était ainsi reportée approximativement à celle que vous aviez déjà repoussée avant d'engager les nouvelles négociations.

En effet, l'offre de la Compagnie de . . . . .	fr.	3,991,715.53
était majorée de . . . . .	»	2,423,729.71
Ensemble. . . . .	Fr.	<u>6,415,445.04</u>

soit avec le dividende et les intérêts de l'exercice 1909, distribués en novembre 1910 . . . . .	fr.	2,643,130.00
	Fr.	<u>9,058,595.04</u>
au lieu de »		9,073,136.11

Mais nous fimes observer :

1° Que le bénéfice ci-dessus n'était calculé qu'en tenant compte d'une durée de dix années alors que la durée de la société devait être encore de vingt et une années;

2° Qu'adopter comme base de bénéfice fr. 4.10 au kilo à partir de 1913, c'était faire la part trop large aux facteurs défavorables et à la baisse;

3° Que l'exercice 1910 touchait à sa fin et que les résultats de cet exercice devaient être tenus pour acquis en toute hypothèse.

En égard à ces considérations, les délégués de la Compagnie finirent par se rallier à un arrangement arrêté rétroactivement au premier juillet 1910, date à laquelle les premiers pourparlers avaient pris naissance entre la Compagnie et l'État.

Cet arrangement attribue à l'État, en rémunération des titres qu'il cède à la Compagnie :

a) Une somme une fois payée de . . . . .	fr.	10,000,000	»
b) Une demi-année du coupon de 6 p. c. sur 2,010 actions de capital . . . . .		15,075	»
c) Celle de . . . . .		1,000,000	»

fixée à forfait comme représentant le dividende revenant aux 2,010 parts bénéficiaires pour le 1<sup>er</sup> janvier 1910.

Ensemble au 1 <sup>er</sup> janvier 1910. . . . .	fr.	<u>11,015,075</u>	»
---	-----	-------------------	---

d) Les intérêts à 5 p. c. sur ce total de 11,015,075 francs du 1 <sup>er</sup> juillet 1910 au 1 <sup>er</sup> janvier 1911 . . . . .		163,228	»
---	--	---------	---

Somme totale au 1 <sup>er</sup> janvier 1911. . . . .	fr.	<u><u>11,180,303</u></u>	»
---	-----	--------------------------	---

Il a été stipulé que le paiement de cette somme, majorée des intérêts à raison de 5 p. c. l'an, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1911, sera effectué en une fois ou par parties, au gré de la Compagnie du Kasai, mais au plus tard dans le courant de la présente année et sans que chaque paiement partiel puisse être inférieur à un million de francs.

En résumé, les négociations reprises au mois de novembre ont eu pour résultat de porter le prix de cession des actions et parts de

l'État de . . . . .	fr.	3,991,715.11
à . . . . .		11,180,303
Différence . . . . .	fr.	<u>7,188,687.67</u>

Fallût-il s'en rapporter à la proposition originale de la Compagnie, basée sur des évaluations déclarées depuis erronées, la situation se présenterait comme suit :

Au lieu de . . . . .	fr.	9,075,156.11
L'État touchera . . . . .	fr.	11,180,503 »
Il a touché. . . . .		2,643,150 »
		<hr/> 15,823,453 »
Différence . . . . .	fr.	4,750,297 »

De plus, la Compagnie se désiste de son procès en paiement de 42 millions de francs de dommages-intérêts. Sur l'issue de ce procès, les opinions ont été très partagées. Aux consultations de MM<sup>es</sup> Picard, Wiener et Woeste, nous avons répondu par des consultations en sens inverse. Mais un procès, outre qu'il entretient la défiance et l'insécurité, et qu'il prête à des opérations de spéculation, est toujours un mal pour les deux parties qui y sont engagées. Il convient d'y mettre un terme le plus promptement possible.

Mais outre la cessation de ces hostilités et la réalisation immédiate d'un capital de plus de 11 millions de francs, le traité conclu entre l'État et la Compagnie du Kasai présente encore cet avantage très appréciable de dégager la colonie autant que possible de toute attache avec les compagnies qui font le commerce de caoutchouc. Au moment où il cède la place à l'initiative privée, l'État ne saurait donner de gage plus sérieux de la sincérité de ses intentions qu'en se retirant lui-même de toute entreprise concurrente.

La convention dispose que les 2,010 parts de fondateurs rétrocédées par l'État à la Compagnie seront anéanties. Le même sort ne doit pas atteindre les 2,010 actions rétrocédées qui ne rapportent qu'un intérêt fixe limité à 6 p. c., ce qui rapproche ces titres du type obligation.

Une objection s'est présentée un moment à l'esprit des délégués de la Compagnie et de l'État : la Compagnie a-t-elle le droit d'opérer le rachat de ses actions ou parts sociales autrement que sur les bénéfices? Il a été répondu que l'article 154 de la loi belge sur les sociétés était inapplicable à la Compagnie du Kasai, société congolaise constituée par décret du Roi-Souverain du 24 décembre 1901.

Mais en fût-il autrement, encore l'objection serait-elle sans portée du moment que la convention fait en Belgique l'objet d'une loi ratificative l'approuvant dans toutes ses dispositions, même dans celles qui dérogeraient au droit commun. Etant donnés les conditions et le but du rachat, la publicité officielle qui l'entoure, la situation active et passive de la Société, l'opération n'est de nature à exposer les tiers à aucune espèce de dommage ni de mécompte.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos sentiments de haute considération.

Alexandre BRAUN.

V. BONNEVIE.



ANNEXE III.

**COMPAGNIE DU KASAI**

Société à responsabilité limitée  
41, rue de Naples, 41  
BRUXELLES-BRUXELLES

-----  
*Adresse télégraphique :*  
SANKURU-BRUXELLES

-----  
**Téléphone n° 5080**

-----  
N° 119

-----  
ANNEXE I

-----  
SECRETARIAT.  
=====

Bruxelles, 10 mai 1911.

A Monsieur le Ministre des Colonies, Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, le relevé des capitaux engagés en Afrique par les quatorze sociétés qui ont constitué la Compagnie du Kasai, relevé que vous m'avez demandé au cours de notre entrevue d'hier.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute et respectueuse considération.

*Le Directeur général de la Compagnie du Kasai,*

V. LACOURT.

---

**Relevé des capitaux engagés par les 14 sociétés qui ont constitué  
la Compagnie du Kasai.**

	Montant des capitaux d'après les bilans de l'époque.	Montant nominal des capitaux d'après les statuts.
Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo . . . . .	3,744,500	5,050,000
Société anonyme des Produits végétaux du Haut-Kasi . . . . .	1,230,000	1,230,000
Compagnie anversoise des Plantations du Lubefu. . . . .	600,000	600,000
Les Plantations Lacourt. . . . .	480,000	800,000
La Belgika . . . . .	2,879,220	3,000,000
Les Comptoirs congolais Velde. . . . .	1,000,000	1,000,000
La Kassaienne . . . . .	150,000	158,000
La Djuma . . . . .	520,000	1,000,000
L'Est du Kwango. . . . .	350,000	350,000
La Loanje . . . . .	614,560	1,000,000
La Centrale africaine . . . . .	842,200	1,000,000
Compagnie des Magasins généraux du Congo . . . . .	1,200,000	1,200,000
Le Trafic congolais . . . . .	460,000	500,000
Nieuwe Afrikaansche handelsvennootschap . . . . .	4,385,784	6,240,000
	<hr/>	<hr/>
	18,476,264	23,140,000
Leur souscription à la Compagnie du Kasai. . . . .	502,500	502,500
	<hr/>	<hr/>
	18,978,764	23,642,500

N. B. — 1° La Compagnie a émis pour 4,238,500 francs d'obligations remboursables en dix années;

La Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo, la Belgika, la Compagnie des Magasins généraux et la Nieuwe Afrikaansche handelsvennootschap avaient, à la constitution de la société, des établissements en dehors du bassin du Kasai. Dans ces conditions, il est difficile d'évaluer quelle partie de leur capital il convient d'affecter à leur participation dans la constitution de la Compagnie du Kasai.

( Nr 131. )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MEI 1911.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst, op 11 Februari 1911  
gesloten tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » (1).

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

De Overeenkomst, op 11 Februari 1911 tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » gesloten, wordt door het wetsontwerp ter goedkeuring onderworpen aan de wetgevende macht.

Door deze Overeenkomst ziet de Staat af van de rechten die hij in de « Compagnie du Kasai » bezit en die vertegenwoordigd zijn door 2,010 kapitaalsaandeelen van 250 frank en door evenveel winstaandeelen. Wegens dezen afstand ontvangt hij eene vaste som van 10,000,000 frank. Daarbij dient te worden gevoegd eene som van 1,180,303 frank, zijnde een halfjaar van de coupon 6 t. h. verschuldigd op 2,010 kapitaalsaandeelen, of 15.075 fr., — eene som van 1,000,000 frank, zijnde het eens voor al bepaalde dividend voor het eerste halfjaar 1910, — en den interest van 3 t. h. op 11 miljoen 015,075 frank van 1 Juli af, wanneer de onderhandelingen een aanvang namen, tot 31 December 1910.

De geheele som bedraagt bijgevolg 11,180,303 frank; zij zal moeten betaald worden in den loop van het jaar en intusschen 3 t. h. interest opbrengen.

Laten wij terloops opmerken dat, zooals blijkt uit de bijzondere inlichtingen ingewonnen door den Minister, de dividenden voor 1910 nog niet bepaald zijn, doch dat zij wellicht die van het voorgaande jaar zullen bereiken en nagenoeg vier miljoen bedragen.

Wij zullen nagaan of het beginsel en de bepalingen van deze Overeenkomst zijn gewettigd. Dat is ons gemakkelijk gemaakt door de nadere

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 130.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren de Becker Remy, de Sadeleer, Hambursin, Royer, Van der Linden en Tibbaut.

inlichtingen die de Minister van Koloniën leverde in antwoord op verschillende vragen van de Bijzondere Commissie; deze inlichtingen zijn opgenomen in de bijlage van dit verslag, waarbij is gevoegd een brief van de advocaten der Regeering.

\* \* \*

De « Compagnie du Kasai » werd opgericht, bij decreet van 21 December 1901, ten einde eenheid te brengen in de werking van veertien bijzondere maatschappijen gevestigd in het Kasaibekken. Zij had ten doel het winnen van en den handel in plantaardige voortbrengselen en ivoor, alsmede alle ondernemingen van exploitatie, uitvoer en invoer op handelsnijverheid- en landbouwgebied.

Bezat zij een monopolie? Hieromtrent is niets bepaald in de Overeenkomst van 31 December 1901, tusschen den Staat en de « Compagnie du Kasai » gesloten. De Staat bepaalt er zich bij, haar voor een tijdsverloop van dertig jaar het recht te verleenen om het caoutchouc, de copalgom en alle andere plantaardige producten van het Staatsdomein, alsmede het ivoor in het Kasaibekken te oogsten. De Staat ontzegt zich het recht, deze voortbrengselen van haar domein zelf te oogsten en te koopen.

Men weet tot welk gerechtelijk geschil deze monopoliequaestie aanleiding gaf, toen de Regeering haar inzicht te kennen gaf, den vrijen handel reeds op 1 Juli 1910 te machtigen om de voortbrengselen van het domein te oogsten binnen de eerste streck, waarin het Kasaibekken is begrepen. In het antwoord van de Regeering, gevoegd bij het verslag over de Begroting van Congo voor 1911 (bl. 12 en vlg.), worden uiteengezet de briefwisseling tusschen den Minister van Koloniën en de Kasaimaatschappij, alsmede de akten van rechtspleging.

De Overeenkomst van 11 Februari 1911 heeft ten doel, een eind te maken aan dat gerechtelijk geschil en een goed afgeteekenden toestand in Kasai in 't leven te roepen.

De goedkeuring daarvan wordt, ofschoon de uitvoerende macht daartoe bevoegd is, aan de stemming van het Parlement onderworpen zonder dat de quaestie van vertrouwen wordt gesteld, en het ontwerp is medeondertekend niet alleen door den Minister van Koloniën, maar ook door den heer Schollaert, hoofd van het Kabinet.

Principieele bezwaren worden daartegen niet aangevoerd. Men schijnt thans het er over eens te zijn, dat het beste middel om de economische ontwikkeling eener kolonie te verzekeren is: de vrije handel gesteund door den vrijen arbeid.

De Staat dient zich te bepalen bij zijne hoofdzakelijke zending, met name de orde en den vrede te doen heerschen, de openbare diensten in te richten, het land open te stellen door middel van een gepaste economische uitrusting, de ingezetenen of de inrichtingen aan te moedigen en te steunen door onontbeerlijke proefnemingen.

Treedt hij zelf op als handelaar, dan stelt hij zich bloot aan het gevaar, zijne hoofdzakelijkste plichten te verwaarloozen en misbruik te maken van

zijn gezag ten bate van fiscale belangen. In zekere mate is dat zelfs zóó, wanneer de Staat, in plaats van rechtstreek te handelen, optreedt als deelgenoot die belang heeft bij de uitkomsten eener handelsonderneming.

De Kasaimaatschappij trad werkelijk op als plaatsvervangster en vertegenwoordigster van den Staat in de gewesten die zij voor den caoutchoucoogst inrichtte; dat was een misbruik; immers, de Staat heeft tot plicht, niet de plaats te ruimen ten bate van den handelaar, doch het beschermend gezag tot stand te brengen, waardoor de rechten van de inboorlingen tegenover de blanken worden gevrijwaard en de veiligheid wordt verzekerd zoodat de blanke ongestoord kan voortwerken.

Door zich af te scheiden van de Kasaimaatschappij maakt de Staat den toestand normaal. Hij onttrekt haar het zedelijk gezag dat de vereeniging meebrengt en, te midden van eene oerbevolking, allicht tot zedelijken dwang voert. Voortaan zullen al de handelaars op gelijken voet worden gesteld; het tijdperk van de vrije concurrentie neemt een aanvang.

Vooral de inboorlingen zullen er voordeel bij vinden en dat zal voor de kolonie een waarborg van voorspoed zijn.

De prijs der domaniale voortbrengselen, dien het werkelijk bestaande monopolie laag wil houden, zal onder den invloed van de concurrentie natuurlijkerwijs stijgen en normaal blijven; het loon zal eveneens stijgen. Zóó zal de inboorling gemakkelijker kunnen leven ten gevolge van het toenemen van de waarde der voortbrengselen en van zijn arbeid.

Hij zal de heilzame aantrekkelijkheid van den arbeid des te beter gevoelen, daar deze beter beloond zal worden; en in dat geregeld midden, hetwelk de aanhoudende poging zal bevorderen, zal hij geleidelijk als doelmatige medewerker optreden tot het winstgevend maken van de Kolonie.

Zonder dezen ontwikkelingsgang kan de Kolonie niet vooruitstreven. Daardoor moeten de rijkdommen van haren grond en tevens de opbrengst van de belasting toenemen.

Opdat de belasting in geld kunne geïnd worden, volstaat het niet dat het Moederland munt zende aan de hoofden der posten, het is tevens noodig dat de inboorlingen het zich kunnen aanschaffen door den verkoop van voortbrengselen of door hunnen arbeid; het is noodig dat de bevolkingen eene redelijke vergelding bekomen voor de waarden welke zij aan de handelaars kunnen aanbieden; en deze vergelding hangt grootendeels af van de concurrentie die door den vrijen handel in 't leven wordt geroepen.

Altijd komt men ten slotte tot het besluit, dat de voorspoed van den Staat en van de koloniën afhangt van den voorspoed der bevolkingen. Daarom moet het Moederland er hoofdzakelijk naar streven, de bedrijvigheid der inboorlingen aan te wakkeren door hun het oogsten van de natuurlijke producten en het winstgevend maken van hunne arbeidskrachten te vergemakkelijken. Nu, dat is dan alleen mogelijk, wanneer het begrip van de groote, al of niet krachtens de wet bestaande monopolieën niet meer geldt in de koloniale politiek.

Is de Overeenkomst gewettigd, wat betreft hare bepalingen? Het valt niet te ontkennen, dat zij ernstig werd voorbereid. In gemeen overleg werden de bepalingen voorgesteld en behandeld door de raadslieden van de beide betrokken partijen; zij werden door de uitvoerende macht, met name door den Minister van Koloniën en het Kabinetshoofd, goedgekeurd.

Blijkbaar gelden zij als eene minnelijke overeenkomst en, als zoodanig, kunnen zij aan geene der partijen volle voldoening schenken. De minnelijke overeenkomsten brengen altijd wederkerige toegevingen mee.

Dat het moeilijk was, de schaal gelijk te houden tusschen de betrokken belangen, daarvan kan men zich overtuigen bij het lezen van het vertoog, opgemaakt door de advocaten van de Regeering en, als bijlage, bij dit Verslag gevoegd.

Om de Overeenkomst te beoordeelen is het niet voldoende zich uitsluitend op financieel standpunt te plaatsen, men behoeft ze tevens te beschouwen uit een economisch en politiek standpunt; en dat standpunt is overwegend, zooals duidelijk blijkt uit de toelichting en uit de nota van den Minister van Koloniën, als bijlage gevoegd bij het verslag.

Neemt men slechts de financiële zijde van de Overeenkomst in aanmerking, dan kan men, op het eerste gezicht, een ongunstigen indruk hebben.

De schadeloosstelling van 10 miljoen frank zou men ontoereikend achten, indien het alleen stoffelijke belangen gold, indien er enkel sprake van ware, aan elken deelgenoot zijn aandeel in eene handelsvereniging ter hand te stellen. Dat cijfer komt overeen noch met de waarde welke de titels thans aan de Beurs hebben, noch met wat zij tot nu toe opbrachten.

Echter, om over de waarde van deze vergelijkingspunten uitspraak te kunnen doen, moet men verscheidene beschouwingen in aanmerking nemen, die door den Minister van Koloniën werden uiteengezet.

De Beurs handelt onder den invloed van verschillende factoren die dikwijls niets gemeen hebben met de innerlijke waarde van de titels en die men moeilijk kan nagaan. Vooreerst kan zij thans beïnvloed zijn door de mogelijke vernietiging van de 2,010 aan den Staat toebehoorende aandelen.

In elk geval zou men uit het verhoogen van de noteeringen kunnen afleiden, dat, volgens de koopers, de geldelijke opoffering, welke de Kasai-maatschappij zich getroost, minder bedraagt dan het voordeel voortspruitende uit die mogelijke vernietiging; men zou kunnen onderstellen dat de maatschappij meer ontvangt dan zij geeft.

De Bijzondere Commissie vroeg aan den Minister of de afgestane titels werkelijk vernietigd zullen worden; het antwoord was bevestigend, wat de winstaandeelen betreft; de Commissie drong aan om te vernemen wat er van de kapitaalsaandeelen zou worden; uit inlichtingen, ingewonnen door den Minister, blijkt, dat deze aandelen voorloopig zullen worden bewaard in de portefeuille der maatschappij.

Drong de Commissie daarop aan, dan deed zij het om de speculatie zooveel mogelijk te beperken. Er dient nochtans te worden aangemerkt, dat de aard van de kapitaalsaandeelen op zich zelf de speculatie moeilijk maakt. Het zijn echte obligatiën; ze hebben enkel recht op een vasten interest van 6 t. h.

(art. 33 der statuten) en, ingeval van vereffening, op terugbetaling op pari (art. 34 der statuten).

Evenzoo, om de speculatie te vermijden, schijnt men eene wijze van vereffening, door een lid van de Bijzondere Commissie ingegeven, te moeten afkeuren : zij bestaat hierin, dat men al de titels van de Kolonie bij getale zou verkoopen. De hevige schommelingen van den koers der dividendaandeelen dienen te worden gevreesd; het speculeeren op de daling, met het oog op een later terugkopen, zou aanleiding kunnen geven tot eene waardevermindering, die de Kolonie en tevens de tegenwoordige houders van de overige aandelen zou schaden.

Kan de huidige koers der Beurs worden beïnvloed door de mogelijke vernietiging der aandelen van den Staat, dan wordt hij ook beïnvloed door de vroegere uitkomsten van de Maatschappij. Doch, zooals blijkt uit de nota der Maatschappij overgenomen en het vertoog van de advocaten, in de toekomst moet rekening worden gehouden met de nieuwe bedrijfsvoorwaarden. Ongetwijfeld zal de vrije concurrentie den handel van de Kasaimaatschappij, die tot nu toe een feitelijk monopolie had, bezwaarlijker maken. Weliswaar, heeft de Maatschappij, ten gevolge van den verworven toestand en van de inbezitneming dezer uitgestrekte streek, een voorsprong op de concurrenten; van deze omstandigheid kan zij gebruik maken om hare werking te versterken, doch de economische strijd zal, ondanks de hinderpalen, voor gevolg hebben, de gelijkheid tot stand te brengen en het voorrecht van een vroeger beheer te doen vervallen; hierdoor zal het winnen van caoutchouc door de cultuur steeds meer gewichtig worden.

Wilde men op objectieve wijze onderzoeken welk voordeel de Overeenkomst voor de Kolonie oplevert, dan zou men moeten nagaan wat de Kolonie in de vennootschap inbracht en wat zij er uittrekt.

De Onafhankelijke Staat stortte 502,500 frank; de Kolonie trekt er 10 miljoen frank uit (1).

Het kapitaal van 502,500 frank groeide natuurlijkerwijze aan naar gelang van den bloei der Maatschappij; het droeg bij tot het vermeerderen van het gemeenschappelijk vermogen; doch het schijnt niet te betwijfelen dat het gemeenschappelijk stoffelijk vermogen : koopwaren, uitrusting, inrichtingen, enz., ingeval van vereffening nog slechts met een deel van de éénmaal betaalde som van 10,000,000 frank zou gelijkstaan.

De verworven toestand is de voornaamste waarde van de Maatschappij. De handelsinrichting, welke zich over gansch Kasai uitstrekt, verleent haar eene macht die moeilijk in geld zou kunnen geschat worden en blijkbaar van de kracht der concurrentie zal afhangen.

In welke mate moest deze waarde in aanmerking worden genomen? Hier blijkt hoe gewichtig de politieke zijde van het vraagstuk is.

De Onafhankelijke Staat had eene concessie verleend, die, zoo zij geen

---

(1) Door de Bijzondere Commissie werd aan den Minister van Koloniën gevraagd welk kapitaal elke van de veertien vennootschappen, die de Kasaimaatschappij uitmaken, had gestort. De Minister gaf de verlangde inlichtingen; ze worden hierna medegedeeld als bijlage van het verslag (II).

monopolie in rechten was, een feitelijk monopolie uitmaakte, en op dit voordeel was de toekenning van de helft der titels aan den Staat gegrond.

Doch, ten gevolge van eene niet te vermijden evolutie schaft de nieuwe economische politiek deze vereeniging tusschen den Staat en den handelaar af voor het winnen van de vruchten op de domaniale goederen. Zij schaft het rechtstreeksch of onrechtstreeksch monopolie af en bijgevolg ook de voordeelen, die aan den Staat werden toegekend ten gevolge van dat rechtstreeksch of onrechtstreeksch monopolie.

Dat de Kasaimaatschappij, onder dit nieuw stelsel, zou verplicht blijven, de helft van de winst uit te keeren aan den Staat, wanneer de concurrenten soortgelijke verplichting niet zouden hebben, is iets onbegrijpelijks. Zij kan tegenover nieuw gekomenen niet in een minderen toestand worden geplaatst: hierdoor zou het beginsel zelf der gelijkheid, waarop het stelsel van de Vrije concurrentie steunt, vernietigd worden.

Stipt genomen, kan de vraag worden gesteld of de Kolonie, door het huldigen van nieuwe beginselen in hare koloniale politiek, de gevolgen daarvan niet dragen moet zonder eene schadeloosstelling uit dien hoofde te eischen van een deelgenoot.

Echter, billijkheidshalve moet de Maatschappij niet alléén voordeel trekken uit haar bevoorrechten toestand: de Maatschappij moet aan de Kolonie, haar deelgenoot, haar aandeel in het stoffelijk vermogen geven en tevens haar aandeel in het onrechtstreeksch voordeel dat de Maatschappij voortdurend trekken zal uit den verworven toestand, uit den voorrang op handelsgebied. Deze factor is vertegenwoordigd in de eens voor al bepaalde som van 10,000,000 frank.

Doch, wij meenen het te moeten herhalen, de verdienste van de Overeenkomst ligt vooral in hare economische en politieke gevolgen.

De toekomst der Kolonie is veel belangrijker dan deze enkele geldelijke voordeelen; nu, de toekomst hangt af van het voeren eener oordeelkundige koloniale politiek, welke het privaat initiatief laat optreden om de natuurlijke rijkdommen der Kolonie winstgevend te maken en de verheffing van de bevolking op een economischen grondslag te steunen. De Kolonie moet haren bloei verzekeren door de bedrijvigheid te doen toenemen, door bronnen van rijkdommen in 't leven te roepen, door de bevolking welvarend te maken en door de belasting te doen betalen in geld.

Het onttrekken van de Kolonie aan de verkeerde beginselen van de vroegere politiek — beginselen die haren opbloei noodzakelijkerwijze moesten belemmeren — kan niet in geld worden geschat. Door het verbreken van de banden die haar aan de Kasaimaatschappij hechtten, door het terugkeeren tot het stelsel van het gemeene recht, doet de Kolonie een besluiten stap vooruit. Het is te hopen dat men zich weldra zal verstaan om al de concessien te doen vervallen, die in strijd zijn met de nieuwe koloniale politiek en met het ware belang van de Kolonie.

*De Verslaggever,*

EM. TIBBAUT.

*De Voorzitter,*

ALP. HARMIGNIE.





## BIJLAGEN VAN HET VERSLAG.

---

### I. — NOTA VAN DEN MINISTER VAN KOLONIËN VOOR DE BIJZONDERE COMMISSIE, BELAST MET HET ONDERZOEK VAN HET ONTWERP BETREFFENDE DE KASAIMAATSCHAPPIJ.

---

I. — Het Kasai-vraagstuk kan slechts op tweeërlei wijzen opgelost worden : ofwel moet de voorgestelde overeenkomst aangenomen worden ofwel moet men ze verwerpen en beslissen dat de Kolonie hare aandeelen zal behouden in de Kasaimaatschappij en voor de gevolgen van de aanhangige rechtsgedingen moet instaan.

De Commissie vroeg of de Regeering, om uit de Maatschappij te treden, niet onderzocht of er daartoe geen ander middel is dan het afstaan van hare aandeelen aan de Kasaimaatschappij?

De Regeering kon geen ander middel aannemen dan het afstaan van hare aandeelen, die daarna zullen vernietigd worden, omdat het eenig ander mogelijk middel was het verkoopen, ter Beurs, van de aandeelen der Kolonie. Nu, het aanbieden van zoo 'n groote hoeveelheid aandeelen zou aanleiding hebben gegeven tot eene aanzienlijke daling, die noodlottig voor de Maatschappij, nadeelig voor de aandeelhouders en weinig voordelig voor de Kolonie ware geweest. Het is inderdaad hoegenaamd niet zeker, dat de daling van de noteering de opbrengst van den verkoop niet zou hebben doen vallen beneden den prijs bepaald door de overeenkomst, en in elk geval zou aan al de rechtsgedingen geen eind gemaakt zijn.

II. — De Regeering verkoos de eerste oplossing en verzoekt de Wetgevende Kamers ze eveneens aan te nemen. Maar zij laat haar volkomen vrij, uitspraak te doen in dezen of in genen zin. Betreffende deze zaak stelt zij de quaestie van vertrouwen niet.

Na rijp onderzoek van den toestand der Maatschappij, alsmede van de economische en politieke belangen der Kolonie, achtte zij het noodig, de overeenkomst te aanvaarden, omdat zij de bestaande moeielijkheden op de voordeeligste wijze oplost.

De Commissie vroeg aan de Regeering, door welke berekeningen deze er toe kwam, den prijs van het afstaan van hare aandeelen te bepalen op tien millioen frank en haar aandeel in de winsten voor het eerste halfjaar 1910 op een millioen frank.

Het antwoord op deze vraag komt voor in de hierbij gevoegde nota, aan

de Regeering overhandigd door de advocaten die zij met bedoelde onderhandeling had belast.

Zooals de Toelichting het uitlegt, levert de overeenkomst drie voordeelen op :

1<sup>o</sup> Zij maakt een eind aan al de bestaande geschillen tusschen de Kolonie en de Maatschappij;

2<sup>o</sup> Zij verbreekt om 't even welken band die de Kolonie verbindt aan de Maatschappijen welke in Kasai de voortbrengselen van het Domein in bedrijf nemen;

3<sup>o</sup> Zij verschaft aan de Kolonie een aanzienlijk beschikbaar kapitaal.

De eerste twee voordeelen zijn onbetwistbaar en zeer gewichtig.

Ongetwijfeld zijn wij niet bevreesd voor de uitkomst van de ingestelde rechtsgedingen.

Wij zijn zelfs van meening dat er hieromtrent geen twijfel kan bestaan. Evenwel levert elk rechtsgeding een zeker gevaar op en, in elk geval, is eene minnelijke overeenkomst verkieslijker met het oog op het krediet en de economische ontwikkeling der Kolonie, omdat iedereen daarin vertrouwen zal hebben.

Het tweede voordeel is aanmerkelijk, vooral in internationaal opzicht. Het feit, dat de Belgische Kolonie zich terugtrekt uit de exploiteerende maatschappijen, is het meest ontegensprekelijk bewijs van de nieuwe richting der economische politiek van Congo.

Het derde voordeel wordt sel betwist.

Sommige tegenstanders van de koloniale politiek redeneeren als volgt : Zij zeggen dat de aandeelen der Kasaimaatschappij in den inventaris van den Onafhankelijken Congostaat stonden vermeld voor 35,074,500 frank, dat men ze voor 10 millioen afstaat en men bijgevolg ofwel de Kasaimaatschappij begiftigt met 25 millioen ofwel de Kolonie een verlies van 25 millioen doet ondergaan ten bate van de financiemannen.

Deze redeneering is volstrekt verkeerd.

Het is van belang, er aan te herinneren dat, bij de behandeling van de ontwerpen tot overname, dezelfde personen aankondigden dat wij zouden gedwongen zijn het domein open te stellen en ontzaglijke schadevergoedingen zouden moeten betalen, met name aan de Kasaimaatschappij. Welnu, het Domein van Kasai is opengesteld en, verre van de schadevergoedingen te moeten betalen, kunnen wij eene aanzienlijke som trekken uit het deelgenootschap der Kolonie in de Kasaimaatschappij.

Laten wij echter terugkeeren tot de opwerping welke thans in 't midden wordt gebracht.

Deze opwerping ware afdoende, indien wij voorstelden onze 2,010 Kasai-aandeelen te verkoopen tegen 10 millioen, wanneer het ons mogelijk zijn zou 33 millioen frank daarvoor te bekomen.

Nu dat is niet het geval.

De waarde van het Kasai-aandeel staat niet vast. Zij is volstrekt betrekkelijk. Uit de cijfers, vermeld in de Toelichting, blijkt dat die waarde zulke merkelijke schommelingen onderging, dat, bij het afkondigen van de wet tot

overname, de waarde van de 2,010 aandelen welke de Kolonie bezat, ternauwernood 15 miljoen overschreed volgens de noteringen der Beurs op 15 October 1908.

Thans is de notering gestegen. Niettemin kan men op de Beursnotering niet steunen, alsof deze de werkelijke waarde van de aandelen zou aanwijzen.

Dat is klaarblijkelijk het geval niet. En thans antwoorden wij op de derde vraag der Commissie.

De Beursnotering is slechts de vertolking van de waarde van het aanbod en de aanvraag.

Buiten kijf wordt de huidige notering van het Kasaiaaandeel in een gunstigen zin beïnvloed door twee omstandigheden :

1<sup>o</sup> Men rekent op de aanneming van de overeenkomst die het aantal winstaandeelen tot op de helft zal verminderen ;

2<sup>o</sup> De Kolonie bezit de helft van de aandelen en stelt er geen te koop.

Laten wij echter onderstellen dat de overeenkomst wordt verworpen. Welke zullen de gevolgen dezer beslissing zijn?

Wij behoeven ze na te gaan :

a) Met het oog op de notering van het aandeel ;

b) met het oog op de Kolonie.

*a) Met het oog op de notering van het aandeel :*

Wordt de overeenkomst verworpen, dan zal het aantal aandelen der Kasaimaatschappij, in stede van verminderd te zijn tot op de helft zooals de huidige koers het verwachtte, zeker onveranderd blijven. Uit dien hoofde mag men eene merkelijke daling van de huidige notering voorzien, zoo niet onmiddellijk, dan toch na afloop van de aanhangige rechtsgedingen, indien, zooals wij het verwachten, de beslissing voor de Kolonie gunstig is.

Gesteld dat de Kolonie daarenboven de titels, die zij bezit, te koop stelt, dan zal het aanbod de vraag in ruime mate overschrijden en de daling van het aandeel zal nog grooter zijn.

Het Kasaiaaandeel kan dan alleen zijn huidige koers behouden, wanneer de Kolonie de voorgestelde overeenkomst sluit en hare aandelen niet te koop stelt.

Zelfs in de onderstelling dat de overeenkomst wordt gesloten, zal de koers afhangen van de uitkomsten der toekomstige exploitatie.

*b) Met het oog op de Kolonie.*

Wordt de overeenkomst verworpen, dan blijft de Kolonie in het bezit van hare aandelen en de rechtsgedingen zullen voortgezet worden.

De Kolonie zal in het bezit van hare aandelen blijven. Beteekent zulks dat de Kolonie eene beschikbare waarde van 55 miljoen frank in portefeuille zal bewaren ?

Hoegenaamd niet.

Even stelden wij vast dat, naar alle waarschijnlijkheid, de koers aanzienlijk dalen zal. Bijgevolg zal de nominale waarde van de aandelen verminderd zijn.

Daarenboven zal die nominale waarde niet zonder verlies aan den man kunnen gebracht worden; inderdaad, wij toonden even aan dat, wilde de Kolonie hare aandelen verkoopen, dit aanzienlijk aanbod eene zeer merkelijke daling zou veroorzaken.

Daaruit volgt dat, moest de overeenkomst verworpen worden, de Kolonie noch 55 millioen noch 10 millioen in geld zou hebben. Zij zou aandelen in het bezit hebben, waarvan zij jaarlijks de inkomsten zou optrekken, en zou enkel de gebeurlijke waarde van verkoop kunnen krijgen.

.. Hoeveel zou dat jaarlijksch inkomen bedragen?

Hoeveel zou die gebeurlijke waarde van verkoop bedragen?

Het is niet vermetel te onderstellen dat het jaarlijksch inkomen nooit meer zal gelijkstaan met de vroegere hooge inkomsten en dat de waarde van verkoop voorzeker niet den prijs zou bereiken, welker de overeenkomst ons heden zou verzekeren.

Door onze aandelen heden te verkoopen, verliezen wij, weliswaar, de voordeelen die zij ons vroeger verschafte.

Deze beschouwing is echter van minder belang.

Feitelijk werd door den Onafhankelijken Staat in Kasai geen belasting in geld geïnd. De Kolonie, daarentegen, wil zich hare inkomsten verzekeren, niet door de opbrengst van de exploitatie der natuurvoortbrengselen, maar door de belasting.

Dat is eene juistere, meer vooruitstrevende en tevens meer productieve regeeringsopvatting.

Het te gelde maken van onze Kasai-aandelen zal ons juist de noodige geldmiddelen verschaffen om het slagen van die hervorming mogelijk te maken.

## II. — BRIEF VAN DE ADVOCATEN DER REGEERING.

Brussel, 3 Maart 1911.

*Aan den heer Renkin, Minister van Koloniën.*

MIJNHEER DE MINISTER,

In hare algemeene vergadering van 1 Maart 1911 werd door de Kasai-maatschappij met algemeene stemmen goedgekeurd de Overeenkomst, gesloten tusschen haren beheerraad en den Belgischen Staat betreffende den wederinkoop van de aandelen die, bij de oprichting van de Maatschappij, aan den Onafhankelijken Congostaat werden toegekend; tevens bracht zij in hare statuten de wijzigingen, die noodig waren om de Overeenkomst te kunnen sluiten.

Deze wijzigingen werden natuurlijkerwijs slechts aangenomen, mits zij, evenals de Overeenkomst tot wederinkoop zelf, aan de goedkeuring van de Wetgevende Kamers onderworpen worden.

Nu het mandaat, dat gij ons de eer hebt gedaan ons op te dragen om de belangen van den Staat in zijn geschil met de Kasaimaatschappij te verdedigen, een einde neemt, achten wij het raadzaam, het doel en den uitslag van ons optreden kortbondig in herinnering te brengen.

In het antwoord van de Regeering aan de Middenafdeeling, opgenomen in de stukken uitgaande van de Kamer, worden de voorafgaande akten uiteengezet; daarin wordt in herinnering gebracht, dat een drievoudig rechtsgeding werd ingesteld, zoowel voor de Rechtbank van eersten aanleg als voor de Rechtbank van Koophandel te Brussel, ten verzoeke van de Kasaimaatschappij vooreerst (Exploot van 13 Augustus 1910) en daarna van den Staat (Exploten van 1 en 12 September 1910).

Hetzelfde stuk meldt ook, dat een eerste voorstel tot minnelijke schikking, bij wijze van eene fictieve vereffening en van overneming der aan de Kolonie toebehoorende titels, door den Staat werd afgewezen, « daar de aangeboden som ontoereikend was ».

Wanneer in November 1910 de onderhandelingen werden hervat tusschen uwe lasthebbers en die van de Maatschappij, MM<sup>rs</sup> Edmond Picard en Eugène Hanssens, handhaafde de Maatschappij denzelfden grondslag, namelijk de verdeling, in twee gelijke deelen, van het actief der Maatschappij. Doch, in stede van berekend te worden zooals in het eerste voorstel, werd het maatschappelijk vermogen geschat volgens eene op 30 Juni 1910 opgemaakte balans, na aftrek van de interesten en dividenden over het dienstjaar 1909, alsmede van de aflossingen waarmede in het vorig ontwerp geen rekening werd gehouden.

Na die wijzigingen werd de helft van het zuiver actief nog slechts geschat op fr. 3,474,140.33 (in stede van 5,867,951).

Men stelde voor, daarbij te voegen :

Voor wederinkoop der 2,010 aandelen . . . . .	fr. 502,500.00
En zes maanden interest (1910). . . . .	15,073.00
Te zamen. . . . .	fr. 3,991,715.33

In eene ronde som bood de Maatschappij dus noch slechts 4 millioen aan, interestbiljet en dividend van 1909; zij beweerde dat haar ontwerp van vereffening niet klopte met het juiste cijfer van de later opgemaakte en goedgekeurde balans.

Zij voegde erbij dat de toestand zou verslimmeren onder het nieuwe stelsel, bevestigd door het decreet van 22 Maart 1910 dat de exploitatie der voortbrengselen van het domein overlaat aan het privaat initiatief. Welke zal de winst in de toekomst zijn ?

Hieromtrent merkte de Maatschappij aan, dat tegenover een oogst, die van jaar tot jaar afnam, zouden ontstaan een steeds hooger stijgende kostende prijs, alsmede verkoopprijzen door de concurrentie laag gehouden. Tot

staving van hare ongunstige vooruitzichten haalde zij de volgende feiten en cijfers aan :

« De inkomsten van de Maatschappij bestaan uitsluitend uit den verkoop van het geplukte caoutchouc.

» Haar ivoorhandel is betrekkelijk van weinig belang.

#### *Caoutchouc-oogsten.*

« De Maatschappij heeft geoogst :

In 1903 . . . . .	954 ton.
— 1904 . . . . .	1,156 —
— 1905 . . . . .	1,418 —
— 1906 . . . . .	1,473 —
— 1907 . . . . .	1,427 —
— 1908 . . . . .	1,410 —
— 1909 . . . . .	1,293 —

» Neemt men in aanmerking dat de vrije caoutchouc-oogst slechts sedert 1 Juli in Kasai is toegelaten, dat er zich reeds meer dan veertig concurrenten vestigden, dat zij, die zich gereed maken tot den aanval van de C. T. C. van Congo, overtalrijk zijn in Congo zelf, langs de grenzen, in de naburige koloniën, in Europa en zelfs in Amerika, dan zullen de concurrenten, die de voortbrengselen van Kasai elkander betwisten, cerlang ontelbaar zijn.

» De firma's Gomez, Mathos, de Maatschappij opgericht door de Banken Nagelmaeckers, Cassel en de Bank van Dresden strijden tegen ons; deze laatste Maatschappij gaat zestig agenten aanwerven; eene Engelsche firma, zoo wordt ons gemeld door onzen bestuurder in zijn jongsten brief, gaat zich in Lubefu vestigen; de firma Cunber vestigt zich in Luebo; kortom, elken dag neemt de concurrentie toe en wordt de ons berokkende schade grooter.

» De totale oogst van het loopende jaar zal daardoor beïnvloed worden. Hij zal 1,200 ton niet overschrijden.

» Wij achten dat die van het jaar 1911  $\frac{1}{5}$  minder zal bedragen, die van 1912  $\frac{1}{3}$  en die van 1913 de helft.

» En blijft de toestand aldus voortduren, dan mag de Maatschappij zich gelukkig achten.

» De oogsten zullen bijgevolg bedragen :

1910. . . . .	1,200 ton.
1911. . . . .	960 —
1912. . . . .	800 —
1913. . . . .	600 —

en zoo voorts, ingeval de Maatschappij, door initiatief en werkkraft, aan de concurrentie het hoofd kan bieden.

*Kostende prijs van het caoutchouc.*

» De kostende prijs van het caoutchouc der Maatschappij (lianen-caoutchouc en gras-caoutchouc) voor 1903 tot 1909 bedraagt :

1903 . . . . .	5.15
1904 . . . . .	4.64
1905 . . . . .	4.26
1906 . . . . .	4.57
1907 . . . . .	4.79
1908 . . . . .	4.98
1909 . . . . .	7.50

» Wij zullen fr. 5.50 als den gemiddelden kostenden prijs nemen. (Daarin zijn al onze kosten begrepen).

» Sedert 1 Januari jongstleden is de toestand gewijzigd en de prijs dient te worden verhoogd als volgt :

» De éénmaking van de taxen op het caoutchouc kwam ten slotte neer op eene verhooging van de taxe per kilo, van . . . . . fr. 0.25

» De kosten van verplanting ten bate van den fiscus zijn thans vervangen door eene taxe van fr. 0.40 per kilo lianen-caoutchouc en fr. 0.20 per kilo gras-caoutchouc. Deze kosten bedroegen voor ons niet meer dan fr. 0.09 per kilo. De kostende prijs van ons caoutchouc zal dus van 1910 af verhoogden met . . . . . 0 20

» De Belgische Regeering, de Provincie en de Gemeente heffen eene belasting die wij tot nu toe niet betaald hadden, die 4 t. h. van onze winst bedraagt en den kilo caoutchouc gemiddeld verhoogt met . . . 0 15

» Thans doet de concurrentie de algemeene kosten stijgen. Wij stellen reeds eene verhooging vast van den prijs van de eetwaren, de ruilwaren, het brandhout, den handenarbeid; onze oogsters, door ons gedrild, doen opgeld; zij eischen een dubbel en driedubbel loon. Met het oog op de concurrentie hebben wij het kader van ons Europeesch personeel moeten versterken met twee onderbestuurders, drie inspecteurs en een-en-zeventig agenten. Dat is eene jaarlijksche vermeerdering van onze algemeene kosten van ten minste 800,000 fr., voor eene opbrengst die merkelyk geringer zal zijn.

» Wij blijven beneden de waarheid, zoo wij deze nieuwe uitgaven ramen op fr 0.80 per kilo caoutchouc . . . . . 0 80

» De concurrentie zal nog voor eerste gevolg hebben het stijgen van den koopprijs van het caoutchouc.

» In gansch eene streek hebben wij reeds dien prijs moeten brengen van fr. 0.50 tot op fr. 0.75.

» In andere streken betalen wij 5 frank, het dubbel dus van den tot nu toe betaalden prijs.

» Wat zal het na korten tijd zijn?

» In den tijd toen in Kasai veertien maatschappijen elkander de concurrentie aandeden, gingen zij ten gronde.

» Dat was trouwens eene beslissende reden tot oprichting van de Kasaimaatschappij.

» Elders, in Congo, werd het oogsten van natuurlijk caoutchouc aan bijzonderen overgelaten, en in andere koloniën waren de uitkomsten juist dezelfde.

» Dat heeft men in Kasai ook weer te vreezen.

» Maar laten wij ons voor het oogenblik vergenoegen, als grondslag van verhooging op den geheelen oogst van 1911 te nemen . . . 0 50

Kostende prijs . . . fr. 7 40

» Gesteld dat de verhooging fr. 0.75 bedraagt in 1912 en 1 frank in de toekomst, zoo zal in 1912 de prijs fr. 7.65 bedragen en de volgende jaren fr. 7.70

#### *Verkoopprijs van het caoutchouc.*

» In den loop van de jaren 1905-1909 schommelde de gemiddelde verkoopprijs van den kilo caoutchouc van de Maatschappij tusschen fr. 6.21 en fr. 12.40. Voor dit tijdsverloop bedroeg hij gemiddeld 9 frank per kilo. Het is natuurlijk onmogelijk te voorzien wat de prijs zal zijn voor het tijdvak 1911-1920, maar laten wij 9 frank per kilo stellen.

» Aldus zou de verkoop van caoutchouc ons eene winst laten van :

» fr. 1.60 per kilo in 1911

» fr. 1.36 » » » 1912

» fr. 1.10 » » » in het vervolg.

» Dus, voor de tien volgende jaren, eene jaarlijksche winst van :

Voor 1911, 960 ton tegen	1 fr. 60.	. . .	fr. 1,536,000
— 1912, 800	— 1 fr. 55.	. . .	1,080,000
— 1913, 600	— 1 fr. 10.	. . .	660,000
— 1914,	idem.		660,000
— 1915,	idem.		660,000
— 1916,	idem.		660,000
— 1917,	idem.		660,000
— 1918,	idem.		660,000
— 1919,	idem.		660,000
— 1920,	idem.		660,000

Te zamen voor tien jaren. . . . fr. 7,896,000

» Daar het kapitaal van 20 millioen frank, door de verdragsluitende maatschappijen gestort, nog moet vergoed worden en de winsten van het tijdsverloop 1911-1920 in 't geheel 7,896,000 frank bedragen, zoo zou de jaarlijksche interest van dit kapitaal gemiddeld geen 4 t. h. bereiken.

» Eindelijk, in de raming, die wij even maakten, hebben wij een normalen zakengang ondersteld, op grond van zeven proefjaren; wij hebben geen rekening gehouden met de wisselvalligheden die steeds in eene tropi-



cale onderneming moeten gevreesd worden : opstand, crisis, ongevallen, rechtsgedingen, plotselinge verlaging van den caoutchoucprijs door de uitvinding van een surrogaat of door de voortbrenging in andere landen.

» De door ons medegedeelde cijfers berusten op feiten, op onweerlegbare stukken en op de ondervinding, in Kasai zelf opgedaan.

» Daartegen kan geen ernstige opwerping aangevoerd worden.

» Ze zijn de meest getrouwe en redelijke raming van de winsten die de Maatschappij nog mag verhoppen, van hare ontginning van het Staatsdomein, gedurende de tien volgende jaren van haar maatschappelijk bestaan.

» Zij houden ruimschoots rekening met den verworven toestand.

» Geldt het de verdeling van die toekomstige winsten, dan dienen nog in aanmerking te worden genomen het initiatief en de bedrijvigheid van de Maatschappij, waarvan alleen de uitkomsten voortaan zullen afhangen.

» Maar laten wij dit zoo wettig recht terzijde.

» De winsten, elk voor de helft met den Staat te deelen, worden vastgesteld als volgt :

» 7,895,000 frank, gedeeld door 2 = 3,948,000 frank.

» Zoo men het aandeel, dat onmiddellijk aan den Staat dient te worden betaald, kapitaliseert tegen 5 t. h., gewone interest in den handel, dan zou de netto som, die thans moet gestort worden, fr. 2,423,729.91 bedragen.

» Wij hebben voor onze berekeningen een tijdsverloop van tien jaar genomen. »

\*  
\* \*

Deze redeneering kwam ten slotte neer op eene verhooging van ongeveer 2 1/2 millioen, vertegenwoordigende het deel der gekapitaliseerde winst tegen 5 t. h., die den Staat toekomt in het bedrijf gedurende de tien volgende jaren.

Het aanbod van de Maatschappij werd aldus nagenoeg teruggebracht tot het aanbod dat gij vroeger reeds van de hand gewezen hadt, alvorens nieuwe onderhandelingen aan te knopen.

Inderdaad, het aanbod van de Maatschappij . . . . .	fr.	5,991,715.33
werd verhoogd met . . . . .		2,423,729.71
		<hr/>
Te zamen. . . . .	fr.	6,415,445.04
zijnde met het dividend en de interesten van 1909 uitbetaald in November 1910 . . . . .	fr.	2,643,150.00
		<hr/>
	fr.	9,058,595.04
in stede van . . . . .	fr.	9,073,156.11

Wij merkten echter aan :

1° Dat bij het berekenen van bedoelde winst slechts in aanmerking genomen werd een duur van tien jaren, terwijl de Maatschappij nog 21 jaren moest duren;

2° Dat men, door het nemen van fr. 1.10 per kilogram tot grondslag der winst te rekenen van 1913, een te groot deel toekende aan de ongunstige factoren en aan de prijsdaling;

3° Dat het dienstjaar 1910 zijn einde naderde en de uitkomsten van dit boekjaar moesten beschouwd worden als verworven in elk geval.

Met het oog op deze beschouwingen, traden ten slotte de afgevaardigden van de Maatschappij toe tot eene schikking met terugwerkende kracht op 1 Juli 1910, datum waarop de eerste onderhandelingen tusschen de Maatschappij en den Staat werden aangeknoopt.

Deze schikking verleent aan den Staat, in betaling van de titels die hij aan de Maatschappij afstaat :

1° Eene éénmaal betaalde som van . . . . . fr.	10,000,000.00
2° Een halfjaar van de coupon 6 t. h. op de 2,010 kapitaal-aandeelen . . . . .	15,075.00
3° De som van . . . . .	1,000,000.00

eens voor al bepaald als vertegenwoordigend het aan de 2,010 winstaandeelen toekomende dividend voor het eerste halfjaar 1910.

Te zamen op 1 Januari 1910 . . . . . fr.	11,015,075 »
De interesten tegen 3 t. h. op dit geheel bedrag van 11,015,075 frank van 1 Juli 1910 tot 1 Januari 1911 . . . . .	165,228 »
<b>Totale som op 1 Januari 1911 . . . . . Fr.</b>	<b>11,180,303 »</b>

Er werd bepaald dat de uitbetaling van deze som, verhoogd met de interesten tegen 3 t. h. 's jaars, van 1 Januari 1911 af, zal gebeuren in eens of in deelen, naar het goedvinden van de Kasamaatschappij, doch uiterlijk in den loop van dit jaar en zonder dat elke gedeeltelijke bepaling minder dan één millioen frank mag bedragen.

Kortom, de onderhandelingen, die in de maand November werden hervat, hebben voor uitslag gehad, den overnemingsprijs der aandelen van den Staat te brengen van . . . . . fr.	3,991,175,11
tot op . . . . .	11,180,303 »
<b>Verschil . . . Fr.</b>	<b>7,188,687.67</b>

Hadde men zich moeten houden aan het oorspronkelijk voorstel van de Maatschappij, steunende op berekeningen die naderhand onnauwkeurig werden verklaard, dan ware de toestand de volgende geweest :

In stede van . . . . . fr.	9,075,156.11
zal de Staat trekken . . . . . fr.	11,180,305
Hij heeft getrokken . . . . .	2,643,150
<b>Verschil . . . Fr.</b>	<b>4,750,297 »</b>

Bovendien ziet de Maatschappij af van hare rechtsvordering tot betaling eener schadevergoeding van 42 millioen frank. Over den uitslag van dit rechtsgeding waren de meeningen zeer uiteenlopend. Op de nota's van MM<sup>rs</sup> Picard, Wiener en Woeste hebben wij geantwoord met nota's in tegenovergestelden zin. Behalve dat een rechtsgeding het wantrouwen en de onzekerheid doet voortduren en aanleiding geeft tot speculatie, is het steeds een kwaad voor de twee betrokken partijen. Daaraan dient zoodra mogelijk een eind te worden gemaakt.

Buiten het ophouden van de vijandelijke stemming en de onmiddellijke betaling van een kapitaal van meer dan 11 miljoen frank, levert de overeenkomst, tusschen den Staat en de Kasaimaatschappij gesloten, nog dit merklijk voordeel op, de Kolonie zooveel mogelijk los te maken uit alle banden met de maatschappijen die handel in caoutchouc drijven. Op het oogenblik dat hij plaats maakt voor het bijzonder initiatief, zou de Staat geen ernstigeren waarborg van het eerlijke zijner bedoelingen kunnen geven dan door zich zelf terug te trekken uit elke concurrerende onderneming.

De overeenkomst bepaalt dat de 2,010 oprichtersaandeelen, door den Staat aan de Maatschappij afgestaan, zullen vernietigd worden. Dit zal echter niet gebeuren met de 2,010 afgestane aandelen, die slechts een vasten interest obrengen : deze interest is tot 6 t. h. beperkt; zóó gelijken deze titels meer op obligatiën.

Een bezwaar rees een oogenblik op in den geest van de afgevaardigden van de Maatschappij en den Staat : heeft de Maatschappij het recht, hare kapitaalsaandeelen en winstaandeelen terug in te koopen anders dan met de winsten? Daarop werd geantwoord dat artikel 154 van de Belgische wet op de vennootschappen niet van toepassing is op de Kasaimaatschappij, eene Congoleesche Vennootschap die werd opgericht bij decreet van den Koning-Souverein op 24 December 1901.

Ware het zelfs anders gesteld, dan nog zou het bezwaar niet gelden, indien de overeenkomst in België wordt bevestigd door eene wet die al hare bepalingen goedkeurt, zelfs diegene welke niet zouden strooken met het gemeene recht. Gezien de voorwaarden en het doel van den afkoop, de officieele bekendheid die hem omgeeft, het actief en passief van de Maatschappij, zoo kan deze overeenkomst geene derde personen blootstellen aan schade of misrekening.

Aanvaard, Mijnheer de Minister, de verzekering onzer bijzondere hoogachting.

Alexander BRAUN.

V. BONNEVIE.

BIJLAGE III.

**KASAIMAATSCHAPPIJ**

Maatschappij met beperkte aansprakelijkheid

**41, Napelsstraat, 41**

**ELSENE-BRUSSEL**

*Telegraphisch adres :*

**SANKURU-BRUSSEL**

**Telefoon n° 5000**

**N° 119**

**BIJLAGE I**

**SECRETARIAAT.**

Brussel, 10 Mei 1911.

Aan den Minister van Koloniën, Brussel.

**MIJNHEER DE MINISTER,**

Met dezen heb ik de eer Ued. de opgave te doen geworden van de kapitalen, in Afrika ingeschreven door de veertien vennootschappen die de Kasaimaatschappij hebben opgericht; gij hebt mij die opgave gevraagd, wanneer wij gisteren een onderhoud hadden.

Gelief, Mijnheer de Minister, de betuiging van mijne hoogachting te aanvaarden.

*De Algemeene Bestuurder van de Kasaimaatschappij,*

**V. LACOURT.**

**Opgave van de kapitalen ingeschreven door de veertien vennootschappen  
die de Kasaimaatschappij hebben opgericht.**

	Bedrag van de kapitalen volgens de alsdan opgemaakte balansen.	Nominaal bedrag van de kapitalen volgens de statuten.
« Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo » . . . . .	3,744,500	5,050,000
« Société anonyme des Produits végétaux du Haut-Kasai » . . . . .	1,250,000	1,250,000
« Compagnie anversoise des Planta- tions du Lubefu » . . . . .	600,000	600,000
« Les Plantations Lacourt » . . . . .	480,000	800,000
« La Belgika » . . . . .	2,879,220	3,000,000
« Les Comptoirs congolais Velde » . . . . .	1,000,000	1,000,000
« La Kassaïenne » . . . . .	150,000	158,000
« La Djuina » . . . . .	520,000	1,000,000
« L'Est du Kwango » . . . . .	350,000	350,000
« La Loanje » . . . . .	614,560	1,000,000
« La Centrale africaine » . . . . .	842,200	1,000,000
« Compagnie des Magasins généraux du Congo » . . . . .	1,200,000	1,200,000
« Le Trafic congolais » . . . . .	460,000	500,000
« Nieuwe Afrikaansche handelsven- nootschap » . . . . .	4,385,784	6,240,000
	18,476,264	23,140,000
Hare inschrijving bij de Kasaimaat- schappij . . . . .	502,500	502,500
	18,978,764	23,642,500

N. B. — 1<sup>o</sup> De Maatschappij heeft schuldbrieven, terugbetaalbaar na een tijdsverloop van tien jaren, uitgegeven tot een bedrag van 4,238,500 frank.

2<sup>o</sup> De « Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo », de « Belgika », de « Compagnie des Magasins généraux » en de « Nieuwe Afrikaansche handelsvennootschap » hadden, bij het oprichten van de Maatschappij, inrichtingen buiten het Kasai-bekken. Onder die omstandigheden kan men moeilijk bepalen welk deel van haar kapitaal dient te worden bestemd voor hare deelneming in de oprichting van de Kasaimaatschappij.